



## CONVENTION CADRE FINANCIERE TRIPARTITE RELATIVE A L'IMPLANTATION DE COLONNES ENTERREES DANS LES LOTISSEMENTS EN CAS DE NOUVELLES CONSTRUCTIONS OU DE REHABILITATION

*Vu les arrêtés préfectoraux du 30 mai 2013 et du 19 décembre 2013 portant création d'une Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre, de la Communauté de Communes Nord-Maubeuge, de la Communauté de Communes Frontalière du Nord-Est Avesnois, de la Communauté de Communes Sambre-Avesnois, et du SIVU pour la requalification de la friche industrielle de CLECIM ;*

*Vu l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2022 portant extension des compétences de la CAMVS à la compétence facultative « usages numériques en matière de numérique éducatif » ;*

*Vu l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2022 portant modification des statuts de la CAMVS ;*

*Vu les statuts de la CAMVS et notamment l'article 2.1.7 relatif(s) à la compétence Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés ;*

Entre les soussignées :

### **La Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre**

Ci-après dénommée par « CAMVS »

Représentée par son Président, Monsieur Bernard BAUDOUX

Dûment habilitée en vertu de la délibération n°3404 du 07/07/2022

ET

### **La Ville .....**

Ci-après dénommée par « la Ville »

Représentée par.....

Dûment habilitée en vertu de la délibération n° .....

ET

Le Bailleur.....

Ci-après dénommée par « le Bailleur »

Représenté par .....

## **PREAMBULE**

La Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre exerce la compétence obligatoire « gestion des déchets ». Elle a pour objectif de développer l'implantation de colonnes enterrées, semi-enterrées et/ou aériennes dans les nouveaux lotissements, et/ou les existants, en cas de rénovation.

Afin d'accompagner cette politique ambitieuse et environnementale de la collectivité en matière de gestion des déchets, et inciter au développement du tri, il convient d'acter les modalités financières de réalisation de ce projet.

Il est rappelé que la mise en place de colonnes enterrées, semi-enterrées ou aériennes présente de nombreux avantages environnementaux, sociaux et économiques. Elle permettra ainsi l'amélioration de la gestion des déchets, de la propreté, de la sécurité, une meilleure maîtrise des coûts et la satisfaction des habitants.

Les dispositions de l'article L5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales, telles que modifiées par la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités, permettent de verser des fonds de concours entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accord concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux et ce, afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement. Le montant total des fonds de concours ne pourra excéder la part du financement assuré en hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours. (Article L5216-5 VI du CGCT)

En l'espèce d'un commun accord, la Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre, la Ville et le Bailleur ont décidé de conclure une convention formalisée dont l'objet est de préciser les conditions de versement par la Ville et le Bailleur du fonds de concours à la CAMVS dans le cadre des dépenses d'investissement réalisées pour la mise en place de colonnes enterrées, semi-enterrées ou aériennes dans les lotissements neufs et/ou les lotissements existants en cours de réhabilitation.

### **Article 1 : objet**

La présente convention cadre définit les engagements réciproques des parties en matière de financement du génie civil et de fourniture de colonnes enterrées, semi-enterrées ou aériennes dans les lotissements neufs et/ou les lotissements existants en cours de réhabilitation.

### **Article 2 : définition des missions**

Après concertation entre les parties et en fonction des autorisations budgétaires, la CAMVS sera maîtresse d'ouvrage dans la mise en place des points d'apports volontaires pour la gestion des déchets, dans les lotissements.

### **Article 3 : modalités financières :**

En investissement, la répartition financière, comprenant le génie civil, la pose et la fourniture des installations, est la suivante :

- 50% à la charge de la CAMVS (part nette supportée par la CAMVS, déduction faite du fonds de compensation de la FCTVA)
- 25% à la charge du bailleur
- 25% à la charge de la commune

Il appartiendra à chaque conseil municipal de délibérer de façon concordante, ce qui permettra le démarrage des travaux.

En fonctionnement, soit les frais d'entretien de ces équipements et leur réparation, la répartition financière est la suivante :

- 50% à la charge de la CAMVS
- 50% à la charge du bailleur

### **Article 4 : conventions opérationnelles**

Au démarrage de chaque opération, une convention opérationnelle sera rédigée et signée par les parties afin de fixer :

- Le nombre et type de colonnes
- Le montant estimatif global du projet avec la répartition par tiers
- Le planning prévisionnel des travaux

### **Article 5 : Modalités de versement du fonds de concours**

Les versements des fonds de concours seront à appliquer de la manière suivante :

#### o Acompte

Un acompte de 50% du montant estimatif de la participation sera demandé à la commune et au bailleur sur présentation d'un titre de recettes et d'un document attestant du démarrage des opérations communiqué par la CAMVS.

#### o Solde

Une fois le chiffrage définitif de l'opération connu et la réception des travaux réalisée, la CAMVS demandera le solde du versement du fonds de concours à la commune et au bailleur par l'envoi des titres de recettes accompagnées des pièces justificatives suivantes :

- *copie de l'acte ou des actes d'engagement de l'opération correspondante ou du bon de commandes émis,*
- *copie des factures,*
- *copie des décomptes généraux et définitifs,*
- *état récapitulatif des recettes perçues ou à percevoir,*
- *état récapitulatif des dépenses acquittées certifié par le comptable.*

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception du titre de recettes.

## **Article 6 : Contrôles d'activités de la Ville et du Bailleur**

La CAMVS rendra compte régulièrement à la Ville et au Bailleur de l'avancée des opérations.

La Ville et le Bailleur pourront à tout moment à leurs frais procéder à tout contrôle ou investigation qu'ils jugeront utile, tant directement par des personnes ou organismes dûment mandatés par eux, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par la CAMVS et du respect de ses engagements vis-à-vis de la Ville et du Bailleur dans le cadre de ces opérations.

## **Article 7 : Responsabilités et assurances**

La CAMVS devra souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité de la Ville ou du Bailleur ne puisse être recherchée ou engagée.

## **Article 8 : Obligations diverses et impôts**

La CAMVS se conformera aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet. En outre, elle fera son affaire personnelle de toutes taxes et redevances présentes ou futures constituant ses obligations fiscales, de telle sorte que la responsabilité de la Ville et du Bailleur ne puisse être recherchée ou engagée à ce sujet.

## **Article 9 : Communication**

Pour toute communication sur ces opérations, la CAMVS s'engage à faire mention de la participation de la Ville et du Bailleur dans tout support, après concertation préalable avec les services de la Ville et du Bailleur. Dans le cadre de la mise en place de supports de communication sur les chantiers, la CAMVS s'engage à y faire apparaître la participation de la Commune et du Bailleur.

## **Article 10 : Durée de la convention**

La présente convention prend effet à compter de sa signature jusqu'à la fin de vie des équipements ou jusqu'au changement de mode de gestion des déchets par la CAMVS.

## **Article 11 : juridiction compétente**

Pour toutes difficultés concernant les modalités d'exécution de la présente, les parties déclarent que le Tribunal Administratif de Lille sera le seul compétent pour régler les litiges.

## **Article 12 : Election de domicile**

La CAMVS élira domicile pour la durée de la convention à Maubeuge (59603), 1 Place du Pavillon, pour toutes les correspondances et notifications qui lui seront adressées en ce lieu.

La Ville élira domicile pour la durée de la convention

.....  
pour toutes les correspondances et notifications qui lui seront adressée en ce lieu.

Le Bailleur élira domicile pour la durée de la convention

.....  
pour toutes les correspondances et notifications qui lui seront adressée en ce lieu.

Pour la CAMVS

Pour la Ville de .....

Pour le Bailleur

Le Président

Bernard BAUDOUX